Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec Europe 1 le 26 septembre 2012, sur la situation au Mali et en Syrie.

2012-09-26

Q - L'ONU pourrait autoriser une intervention militaire africaine au Mali pour déloger les groupes proches d'Al-Qaïda qui contrôlent tout le Nord du pays. Est-ce que la France soutiendrait cette intervention et de quelle façon ?

R - Oui, nous sommes évidemment très inquiets de ce qui se passe au Mali. Vous connaissez la situation : des terroristes se sont installés au nord du pays qui est donc coupé en deux. De plus, ces terroristes menacent non seulement le Mali mais l'ensemble des pays voisins. Le Mali se situe en Afrique de l'Ouest mais la menace atteint les pays d'Afrique de l'Est. Ces gens ont beaucoup de moyens financiers, des armes et appliquent la charia. C'est extrêmement dangereux.

Les Africains eux-mêmes, ce qui est absolument indispensable, ont adressé une demande au Secrétaire général des Nations unies pour que l'ONU se saisisse de ce problème. Une réunion est d'ailleurs prévue ce matin. Nous allons discuter de la situation au Sahel et si la discussion - ce que j'espère - est positive, cela permettrait d'avoir une décision la semaine prochaine peut-être, en tout cas dans des délais assez rapides. Ce serait une décision des Nations unies.

Q - Pour une intervention avec au sol des troupes africaines mais à laquelle la France apporterait son soutien.

R - Oui. Nous ne sommes pas et nous ne voulons pas être en première ligne. Nous sommes des facilitateurs. C'est donc effectivement aux Africains qu'il appartient à la fois de proposer l'action et puis de la mener. Si nous pouvons apporter un soutien, avec d'autres pays, nous le ferons mais sans être en première ligne et sans avoir de troupes au sol.

Q - Alors aider comment ? C'est du renseignement avant tout ?

R - On peut bien sûr aider en fournissant du renseignement. On peut aider par toute une série de connexions mais, si on ne veut pas de réactions négatives, il ne faut pas que les Occidentaux soient présents physiquement, parce qu'on ne sait pas comment cela peut tourner. Il y aura peut-être des combats, peut-être pas. En tout cas, d'une manière générale,

l'action de l'ONU consiste à faire en sorte que les différentes régions du monde, lorsqu'il y a une intervention, puissent se proposer pour intervenir.

Q - Oui, mais en réalité, simplement, on va aider cette intervention. Vous êtes en train de nous dire que ce n'est pas la peine de le crier sur les toits.

R - Non, nous ne sommes pas du tout hypocrites, mais on a appelé cette région du Sahel le «Sahélistan», parce qu'il faut bien comprendre que c'est extrêmement grave. Vous avez là de nombreux terroristes armés, avec beaucoup d'argent lié aux prises d'otages et aux trafics de drogue. Nous avons des indications extrêmement précises selon lesquelles cette partie du Sahel, qui a d'ailleurs été alimentée en armes à la suite de l'affaire libyenne, est le lieu où se forment les terroristes pour l'ensemble de l'Afrique. Devant un problème comme celui-là, c'est à la communauté internationale de réagir. Nous appartenons à la communauté internationale et, de plus, nous sommes très proches de nos amis africains. Mais il s'agit d'aider et non pas d'être en première ligne.

Q - Vous nous dites donc qu'il en va de notre sécurité ?

R - À nous aussi. Vous savez le terrorisme ce n'est pas quelque chose qui s'arrête à telle ou telle frontière. Le Mali est coupé en deux et cela peut toucher les pays voisins, c'est-à-dire le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ; et puis l'ensemble des pays d'Afrique. L'autre jour je recevais un ministre des Affaires étrangères d'un pays de l'Afrique de l'Est assez éloigné, qui me disait : «on a des informations selon lesquelles les apprentis terroristes, chez nous, se forment au Nord-Mali.».

Le terrorisme, c'est évidemment un des grands problèmes et une des grandes menaces de ce début du XXIe siècle. Il faut l'éradiquer partout. Il n'est pas question que l'on ait maintenant en Afrique ce que l'on a eu tant de mal à combattre dans d'autres continents.

Q - C'est pour cela que l'on va sans doute participer à cette opération militaire sans trop se mettre en avant. Laurent Fabius, on a tout de même six otages français au Mali.

R - Bien sûr, c'est d'ailleurs évidemment une grande difficulté supplémentaire. Nous avons reçu avec François Hollande les familles de plusieurs des otages, il y a maintenant quinze jours. Ces otages et leur famille font preuve d'un courage extraordinaire. Nous avons des témoignages selon lesquels ils sont heureusement en vie. Je ne vais pas développer cela parce que ce sont des thèmes sur lesquels il faut être évidemment très discret. Enfin, nous faisons le maximum pour obtenir leur libération.

Q - Mais cette opération militaire à venir peut les mettre en danger tout de même ?

R - Nous sommes très attentifs. Nous faisons évidemment en sorte qu'il y ait des actions, des contacts pour essayer de récupérer les otages mais, évidemment, cela ne peut pas

empêcher tel ou tel pays - là en l'occurrence la France - d'avoir une politique d'ensemble. Mais nous en avons parlé bien sûr avec les familles d'otages, qui sont très attentives à cela et qui comprennent bien la façon dont se pose la question.

Q - Un autre dossier a été présenté par François Hollande hier, comme la priorité, c'est la Syrie. François Hollande a dénoncé l'inaction de l'ONU, mais il a aussi fait une proposition nouvelle ; il propose de protéger les zones libérées. Cela veut dire quoi, concrètement ?

R - Quand vous regardez une carte de la Syrie, vous avez, au nord du côté de la Turquie, au sud du côté de Damas, à proximité de la Jordanie, d'une façon plus large, des zones importantes qui ne sont plus contrôlées par le clan de Bachar Al-Assad, mais qui maintenant sont passées sous le contrôle des résistants que nous aidons de plusieurs façons, notamment financièrement et dans le domaine médical et sanitaire. Il faut penser que ces zones ne seront plus - en tout cas on l'espère - reprises par le clan de Bachar Al-Assad. Il s'agit donc non seulement pour les Français mais pour la communauté internationale de leur apporter notre soutien, soutien humanitaire, soutien financier et de faire en sorte qu'elles puissent être protégées, de manière à ce que leurs dirigeants, qui sont parmi les futurs dirigeants de la Syrie - une fois que Bachar Al-Assad aura quitté le pouvoir -, puissent recevoir notre soutien.

Q - Quand vous dites : protection des zones libérées, cela exclut une protection militaire.

R - En tout cas, cela n'inclut pas la protection militaire. Maintenant, il est évident que si Bachar Al-Assad envoie ses avion - parce qu'il lui reste beaucoup d'avions malheureusement - pour bombarder ces zones qui ont été libérées, il peut s'exposer à des réactions. (...)

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 28 septembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185930-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra